

LA TURQUIE EN MARGE DU GOLFE : UN SPECTATEUR ENRAGÉ

La Turquie court depuis plus de quinze ans après le statut de puissance mondiale. La fusion du nationalisme turc, exalté depuis l'époque de Kemal Atatürk, et de la nostalgie ottomane remise au goût du jour par Recep Tayyip Erdoğan produit un cocktail détonant plutôt efficace. La Turquie pense être chez elle dans le monde arabe, particulièrement au Proche-Orient, dans les dernières provinces de l'Empire perdues par les sultans à l'issue de la Première Guerre mondiale au profit des Britanniques et des Français.

Les révoltes démocratiques de 2011, qui l'ont brièvement promue au rang de modèle politique pour la région, n'ont fait qu'accroître son désir de s'imposer à nouveau. Mais les « printemps arabes » ont tourné court et bénéficié, dans l'arène régionale, à des puissances rivales bien décidées, pour sauver leur régime, à disputer l'influence aux Turcs. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis se sont ainsi institués chefs de file de la contre-révolution et de l'anti-terrorisme, deux causes qu'ils considèrent comme pratiquement confondues. Dans ce contexte, l'appui offert par les Turcs aux mouvements issus de la matrice des Frères musulmans représente une cause de friction majeure — et cela, d'autant plus qu'Ankara partage cet engagement avec le Qatar, le vilain petit canard des monarchies conservatrices du Golfe qui encourage la montée de l'alternative islamiste un peu partout en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et jusque dans la Corne de l'Afrique.

La brouille entre la coalition saoudo-émirienne et le Qatar s'est amplifiée ces deux dernières années. La Turquie, qui tentait depuis un siècle de maintenir des relations équilibrées avec l'ensemble des pays de la péninsule arabique, se retrouve dans le

* Responsable du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri. Auteur, entre autres publications, de : *La Turquie en 100 questions*, Tallandier, 2018.

camp de Doha et est régulièrement visée par la vindicte de Riyad et d'Abu Dhabi, qui se sont entretemps rapprochés d'Israël — un autre ennemi d'Erdoğan. Un conflit par procuration s'engage sur les théâtres militaires (Syrie, Libye) et sur le terrain de la communication, tous les moyens étant bons pour dénigrer l'autre partie. La mise en scène savante organisée par les autorités turques à l'automne 2018 autour du meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul a ainsi marqué une montée spectaculaire de l'antagonisme entre, d'une part, une monarchie saoudienne qui se pique de réformes et, d'autre part, une Turquie qui s'éloigne de plus en plus des us et coutumes démocratiques.

Malgré cet épisode, le soutien apporté par Donald Trump au prince Mohammed Ben Salmane ne s'est jamais démenti et l'affaire Khashoggi, pour dramatique qu'elle soit, n'a pas eu l'effet de rééquilibrage espéré par la Turquie. Elle illustre ainsi les limites de l'agitation turque dans la région : dépassée par la dynamique propre du sous-système golfein, marginalisée dans l'affrontement qui oppose l'Arabie saoudite, les EAU, Israël d'un côté, et l'Iran de l'autre, la Turquie craint de se retrouver à l'écart du grand jeu en cours au Moyen-Orient.

L'héritage du passé ottoman de la péninsule arabique

Depuis l'affaire Khashoggi, les relations turco-saoudiennes sont presque arrivées à un point de rupture ; les rapports d'Ankara avec les Émirats arabes unis sont également très mauvais. Cette animosité détonne après des décennies de coexistence pacifique entre Turcs et Arabes et des tentatives plus récentes de rapprochement.

Le statut fragile des sultans ottomans dans le périmètre arabe

L'Empire ottoman a longtemps été le maître du monde arabe. Venue d'Asie, implantée en Anatolie et déjà victorieuse dans les Balkans, la dynastie des fils d'Osman a progressivement étendu au XVI^e siècle sa domination à l'ensemble du périmètre arabe, Maroc excepté — et cela, jusqu'au début du XX^e siècle. La prise du Caire en 1517 fait définitivement basculer le rapport des forces : lorsque Selim I^{er} s'empare de la ville, il confisque aux Mamelouks l'institution califale, qui se retrouve attachée à sa propre personne et à Constantinople. Le sultan ottoman s'impose comme le gardien des Lieux saints de l'islam, « serviteur des deux sanctuaires » de

La Mecque et de Médine. Les Ottomans deviennent, pour trois siècles, les chefs de file des musulmans sunnites.

C'est l'importance économique de la péninsule arabe qui a déterminé sa conquête, d'abord destinée à mettre fin aux attaques des Portugais contre les routes commerciales en mer Rouge et dans l'océan Indien. Dès 1548, l'Empire ottoman prend le contrôle d'Aden (au Yémen), sur la mer Rouge. Sécuriser les richesses du Yémen et contrôler la route des caravanes : tels sont les premiers objectifs. La gestion du pèlerinage vers La Mecque revêt aussi, très tôt, un intérêt central : le Hajj est pour l'Empire une importante source de revenus et, aussi, un facteur de légitimité vis-à-vis des territoires conquis mais pas toujours gouvernés de près. L'élasticité ottomane est très visible dans le périmètre arabe, les provinces étant administrées en fonction du degré d'organisation et de résistance des populations locales. L'emprise sur la péninsule arabe, tardive, s'est ainsi exercée de façon moins « serrée » que sur les possessions du Levant, surtout pour des raisons géographiques — n'oublions pas qu'il s'agit d'un large espace sous-peuplé. L'administration de La Mecque et de Médine a été laissée aux chérifs locaux, qui ont conservé leur autonomie, les sultans ottomans nommant « seulement » les juges et autres fonctionnaires de moindre importance. Les Ottomans prennent au sérieux leur tâche de protection des Lieux saints, qu'ils mettent en valeur ; ils assurent la sécurité des pèlerins, investissant dans les routes du Hajj et dans de nombreuses œuvres de charité. Mais jamais un sultan n'a effectué le pèlerinage en personne, probablement pour des raisons de sécurité.

Rébellions et répression : aux sources d'une rivalité remâchée

La gestion extensive des territoires arabes est remise en cause par une succession de rébellions à partir de la fin du XVIII^e siècle. La révolution religieuse wahhabite, qui prône un retour aux sources de l'islam pour unifier les tribus arabes contre les Ottomans, est en marche en Arabie ; le sultan subit une forte contestation jusqu'en Égypte, où Méhémet Ali profite du retrait français pour tenter la sécession.

Côté saoudien, l'émir Mohammed Ben Saoud Ben Mohammed Al Mouqrin, arrière-grand-père d'Abdelaziz al-Saoud, fondateur de l'Arabie moderne, s'allie dès 1744 au théologien du wahhabisme Mohammed Ibn Abdelwahhab. Un premier royaume indépendant a vu le jour autour de l'émirat de Dariya ; après avoir conquis le Nejd, puis la côte orientale de la péninsule entre l'actuel

Koweït et Oman, et tenté des incursions jusqu'en Irak (mise à sac de Kerbala et destruction du tombeau de Hussein) et en Syrie, les troupes saoudo-wahhabites s'emparent en 1802 de La Mecque et de Médine. Appliquant à la lettre leur doctrine rigoriste, elles y détruisent des symboles historiques de l'islam, dont le tombeau de Mahomet. Le pouvoir ottoman, mis en cause dans sa fonction de protecteur des Lieux saints, charge le fils de Méhémet Ali, Ibrahim Pacha, de mater la rébellion. Il reconquiert le Nejd dans une épopée d'une grande violence, émaillée de pillages et de massacres, et reprend Dariya en 1818. Les membres de la famille Saoud sont emmenés au Caire et à Constantinople, où le spectacle de l'exécution d'Abdallah ibn Saoud est savamment mis en scène : il est décapité en face de Sainte-Sophie, au son du luth et sur fond de feu d'artifice, et sa tête est jetée dans le Bosphore.

Le sultan Mahmut II, qualifié d'« infidèle » par les wahhabites, est donc vainqueur, mais son triomphe violent aura évidemment laissé des traces dans la psyché des Saoud. Ses successeurs ne parviennent pas à arrêter la fronde nationaliste qui se répand dans toutes les provinces arabes de l'Empire. Le grand Abdülhamid II tente, à la fin du siècle, de diluer le nationalisme arabe dans la vulgate panislamiste. Il lance aussi la construction du chemin de fer du Hedjaz, qui doit faciliter le transport des pèlerins de Damas à Médine, et renforce au passage la maîtrise ottomane du territoire ; mais la ligne n'atteindra jamais La Mecque comme prévu. Une dernière révolte arabe achève pendant la Première Guerre mondiale l'Empire ottoman agonisant. Le deuxième royaume saoudien est en gestation : une Arabie qui aura le Coran pour Constitution, et un solide héritage de violence partagé avec les Turcs.

L'AKP retourne aux sources ottomanes

Ces luttes historiques ont été oblitérées dans la mémoire turque par le travail de refondation de Mustafa Kemal Atatürk. Mais les nouveaux islamistes au pouvoir à Ankara depuis 2002 redécouvrent positivement le passé ottoman, et l'instrumentalisent pour servir leur volonté de puissance.

Le kémalisme : séparation de corps et gestion des biens symboliques

Kemal a acté le « coup de poignard dans le dos » venu du Moyen-Orient et entrepris d'établir un État-nation sur les restes anatoliens de l'Empire, exaltant une turcité débarrassée des apports arabe et persan. La République turque se veut entièrement

ournée vers la modernité occidentale. Ses institutions s'inspirent des régimes européens — ce qui implique, à l'époque, un zeste de fascisme et de stalinisme. Sur le plan culturel, elle « purifie » sa langue, désorientalise sa garde-robe — l'interdiction du fez en est restée le symbole —, s'enivre d'opéras européens. Atatürk entreprend surtout de discipliner sévèrement l'islam de Turquie : après l'abolition du califat (1924), les imams deviennent des fonctionnaires et les confréries sont dissoutes ; la prière elle-même est dite en turc. Sur le plan diplomatique, la jeune République maintient une distance prophylactique avec un environnement régional perçu comme menaçant. La paix dans et hors des frontières est la devise de la République ; les relations s'apaisent avec les Saoudiens, la Turquie reconnaissant en 1929, par un traité de paix et d'amitié, l'indépendance et l'intégrité territoriale du royaume du Nejd et du Hedjaz. En 1931, un an avant l'indépendance formelle du royaume wahhabite, le roi Fayçal épouse une Turque.

La relation est demeurée cordiale au XX^e siècle. Les deux pays n'ont pas de contentieux direct et se consultent lorsqu'ils doivent réagir à des événements régionaux marquants, du conflit israélo-palestinien à la révolution iranienne. Les désaccords refont parfois surface au sujet du capital symbolique religieux : les Turcs s'émeuvent de la tendance des Saoudiens à détruire systématiquement sur leur sol les monuments témoins de la présence ottomane. Les rénovations effectuées sur le *Masjid al-Harâm*, la grande mosquée de La Mecque dont l'état actuel doit beaucoup aux interventions ottomanes, inquiètent Ankara : la destruction en 2013 de galeries du XVI^e siècle, au prétexte de gigantesques travaux d'agrandissement, a entraîné des tensions diplomatiques.

Retour de l'ottomanisme en Turquie : conséquences régionales

Les Saoudiens, qui invoquent le principe de souveraineté, sont peu disposés à discuter de ces sujets avec une Turquie qui se présente comme le chef de file historique de la laïcité dans le monde musulman. L'accession au pouvoir à Ankara des islamistes de l'AKP semble pouvoir, de ce point de vue, changer la donne en favorisant une convergence nouvelle sur les sujets religieux, particulièrement sur le rôle social et politique de l'islam. Mais la relation se complique avec le renouveau des ambitions turques au Moyen-Orient.

L'AKP parvient à relever le défi qui consiste à renouer avec le monde arabe (1). La nouvelle équipe au pouvoir ne partage pas

le malaise des kémalistes bon teint envers les voisins du Golfe. Abdullah Gül, président de la République jusqu'à l'élection d'Erdoğan, a occupé de hautes fonctions à la Banque islamique de développement de Djeddah ; Ahmet Davutoğlu, le très créatif ministre des Affaires étrangères puis premier ministre, affiche quant à lui sa proximité avec le Qatar. L'humeur ottomaniste qui imprègne la Turquie suscite des changements de fond en matière de politique étrangère, l'objectif central étant désormais de retrouver le statut de puissance. Davutoğlu se recale dans les frontières historiques, sinon naturelles, de l'Empire ottoman et concentre ses efforts sur les Balkans, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Cette dernière zone est le principal terrain d'expérimentation du *soft power* pour l'AKP : s'y jouent à la fois une volonté d'influence stratégique et la nécessité de gagner de nouveaux débouchés pour l'économie. Tandis que les hommes d'affaires turcs s'agitent sur les marchés du Maghreb au Levant, dans le sillage d'un Erdoğan qui joue les VRP en chef, des cohortes de jeunes diplomates arabophones sont recrutées pour compenser l'héritage francophone du kémalisme.

Bonne entente et recherche encore paresseuse de complémentarité : grâce à l'AKP, les relations entre la Turquie et les pays du Conseil de coopération du Golfe repartent sur des bases coopératives pour une dizaine d'années. Ces relations progressent à la fois en fonction d'intérêts économiques (contrats pétroliers et gaziers) et de convergences sociologiques et religieuses (c'est un Turc, Ekmeleddin İhsanoğlu, qui occupe entre 2005 et 2014 le poste de secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique, institution patronnée par les Saoudiens). Mais la péninsule arabique ne se trouve pas au cœur des préoccupations turques : Davutoğlu s'investit beaucoup en Irak, parraine le retour de la Syrie de Bachar el-Assad dans le concert des nations, se rêve en médiateur sur le dossier iranien. Et c'est précisément du fait de ces dossiers extérieurs que l'entente sans nuages, mais superficielle, nouée avec les pays du Golfe finit par s'altérer : la compétition latente entre les puissances régionales devient explicite à partir de 2011.

Une rivalité de puissances révélée par les « printemps arabes »

Le *revival* néo-ottoman de l'AKP au Moyen-Orient souffre d'une faiblesse majeure : les Turcs croient toujours être attendus comme des sauveurs ou des modèles par les pays arabes alors que,

en réalité, les rancœurs historiques persistent et débouchent sur de nouvelles rivalités.

Des « printemps » qui bousculent tous les équilibres

2011 est une année de rupture pour le monde arabe : des mouvements massifs de contestation populaire entraînent successivement la chute du président Ben Ali en Tunisie, puis de Hosni Moubarak en Égypte ; des manifestations ont lieu à Bahreïn ; des guerres civiles éclatent en Libye, en Syrie, au Yémen. La Turquie et le Qatar prennent parti pour les « révolutions » : les deux pays pensent étendre leur influence en appuyant l'alternative politique islamiste. L'un et l'autre soutiennent ainsi les Frères musulmans égyptiens et les partis politiques qui se réclament ailleurs de leur mouvance — Ennahda en Tunisie, al-Islah au Yémen, les Frères musulmans syriens ou encore le Hamas palestinien.

Et les « printemps arabes » se transforment brièvement en un « moment turc » : la Turquie est vantée par les analystes occidentaux comme un modèle pour les pays en transition, ce que confirment des sondages effectués en Égypte. Le modèle proposé par l'AKP — combiner croissance économique et respect des valeurs traditionnelles, modernité et identité musulmane — paraît séduire bon nombre d'Arabes (2). Erdoğan, qui s'oppose déjà frontalement à Israël sur le traitement de la question palestinienne et appelle à rompre le blocus de Gaza, devient l'idole des contestataires arabes. Il entame en septembre 2011 une tournée régionale qui le conduit en Égypte, en Tunisie et en Libye, où il affirme son attachement à la laïcité kémaliste tout en encourageant les partis islamistes.

Les caméras d'Al-Jazira sont en première ligne pour capter ces moments de rébellion populaire, et le Qatar est le sponsor financier de ces mêmes partis islamistes qui s'imposent bientôt dans les urnes. Mais tandis que Doha affiche son « progressisme » tactique, les autres monarchies du Golfe s'inquiètent : les Saoudiens et les Émiriens, en lutte ouverte contre les Frères musulmans sur leur propre sol, se sentent directement menacés par la contagion des révoltes et lancent la contre-révolution. Ben Ali se réfugie à Djeddah dès le mois de janvier 2011 ; en mars, un millier de soldats saoudiens sont envoyés à Bahreïn pour rétablir le calme. Au même moment, le flot des financements émiriens commence à se déverser sur la Tunisie pour y contrer les progrès d'Ennahda (3). Manœuvre la plus aboutie, le coup d'État du maréchal al-Sissi, ouvertement appuyé par la coalition conservatrice saoudo-émirienne, chasse les Frères

musulmans du pouvoir en Égypte au mois de juillet 2013. C'est un choc sévère pour la galaxie frériste et pour Erdoğan, qui dénonce avec véhémence ce putsch de mauvais augure — les islamistes turcs vivent eux-mêmes toujours dans la hantise d'un coup d'État militaire (4). Les relations entre la Turquie et l'Égypte se tendent lorsque le président turc commence à dénoncer systématiquement la répression anti-Frères, si bien que les deux pays passent au bord de la rupture diplomatique.

La compétition régionale s'aiguise

Sur tous ces dossiers, la Turquie et ses meilleurs ennemis du Golfe se sont retrouvés à fronts renversés. La concurrence va bientôt s'étendre à l'Irak, où Riyad tente de contrebalancer l'influence iranienne tandis que les Turcs sont contraints à un reflux temporaire face à la montée de Daech. En Syrie, chacun chaperonne des groupes rebelles différents pour faire tomber Assad : la Turquie a très vite accueilli l'Armée syrienne libre et tenté d'organiser l'opposition avant de s'en faire escamoter le leadership par les Saoudiens ; elle s'est ensuite alliée aux groupes combattants les plus radicaux, tout en étant obsédée par les Kurdes que les Émiriens et les Saoudiens choisissent évidemment de soutenir. Dans le conflit libyen, Ankara soutient le gouvernement d'union nationale de Favez el-Sarraj et arme les Frères musulmans, tandis que le trio égypto-saoudo-émirien pousse le maréchal Haftar. Au Soudan, Erdoğan cultive l'amitié du dictateur islamiste Omar el-Béchar qui lui a octroyé, au grand dam des Saoudiens, le contrat de reconstruction du vieux port de Suakin, situé sur la mer Rouge, en face de La Mecque ; tous ont en tête le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb par lequel transitent 14 % du trafic pétrolier mondial. Les luttes d'influence s'étendent ainsi à la corne de l'Afrique : les Émirats rénovent des infrastructures au Somaliland tandis que les Turcs se dotent d'une base à Mogadiscio, où ils cantonnent plusieurs milliers d'hommes.

Les affinités se précisent

En cette période où le Moyen-Orient vit une profonde recomposition sociale et politique, chacun est conscient du poids du capital religieux. La Turquie et l'Arabie saoudite, mais aussi l'Égypte, peuvent prétendre incarner la direction du monde sunnite. La Turquie se rêve en héritière du califat ottoman, oubliant au passage que sa légitimité est contestable du point de vue historique et nulle du point de vue théologique. L'Arabie saoudite, gardienne

des Lieux Saints, estime détenir cette légitimité incontestable et s'érige en protectrice de l'orthodoxie islamique, remplaçant dans ce domaine l'Égypte affaiblie par la révolution et seule capable en principe de rivaliser avec elle, par la voix du cheikh d'al-Azhar, autorité suprême de l'islam sunnite.

La conscience de ces enjeux nourrit une dynamique instable au sein du triangle Arabie-Égypte-Turquie : en visite officielle à Riyad en 2015, Erdoğan fait comprendre qu'une réconciliation avec l'Égypte est possible, affirmant qu'il est du devoir de ces trois pays, qui sont « les plus importants » de la région, de « promouvoir la paix, le calme et le bien-être », dessinant ainsi, sans convaincre ses interlocuteurs, une sorte de Yalta du Moyen-Orient. Hommage symbolique majeur, Erdoğan décrète un jour de deuil national en Turquie lorsque le roi Abdallah d'Arabie trépassa en janvier 2015. Le président turc ne souhaite vraiment pas s'aliéner les Saoudiens, en particulier pour des raisons financières : il poursuit ses efforts d'équilibrage en condamnant les visées régionales de l'Iran, jusqu'à soutenir en 2016 l'intervention saoudienne au Yémen en fustigeant l'« expansionnisme perse » et chiite. Ce n'est qu'en décembre 2018, après l'affaire Khashoggi, que Tayyip Erdoğan dénonce publiquement la catastrophe humanitaire au Yémen et soutient les efforts de paix sous l'égide des Nations unies, appelant à trouver une « solution politique inclusive ».

Un rapprochement se poursuit cependant en parallèle avec le Qatar, au risque de rompre ces équilibres subtils. En 2016, Doha donne son accord à l'installation sur son territoire d'une base militaire turque qui ouvre à Ankara la possibilité de maintenir une présence militaire de 3 000 hommes dans le Golfe. Les rapports de la Turquie et des Émirats ne cessent par ailleurs de se dégrader. Des dissidents émiriens sont réfugiés sur le sol turc, la rivalité en Afrique s'exacerbe ; Erdoğan accuse même à demi-mot Abu Dhabi d'être impliqué dans la tentative de coup d'État qui le vise en 2016. Bientôt, les alliances seront fixées : le Qatar et la Turquie d'un côté, l'Arabie et les Émirats de l'autre.

La Turquie, satellite du Golfe ?

La brouille qui couvait entre les monarchies du Golfe éclate en 2017, sur fond de tensions croissantes avec l'Iran. Ces développements, qui pourraient ouvrir de nouveaux canaux d'influence pour la Turquie, vont au contraire la marginaliser : elle se retrouve piégée dans un jeu qui ne la concerne qu'indirectement.

Brouille dans le CCG : Ankara choisit son camp

L'état de crise est déclaré dans le Golfe au printemps 2017. Le 5 juin, l'Arabie, les Émirats, l'Égypte et Bahreïn, auxquels s'ajouteront le gouvernement yéménite d'Abd Rabbo Mansour Hadi mais aussi — pour diverses raisons tenant essentiellement à leur proximité avec Riyad — les Libyens de Tobrouk, la Mauritanie, les Maldives, les Comores et l'île Maurice, annoncent la rupture de leurs relations diplomatiques avec le Qatar. La rupture est justifiée par des propos pro-Iran, pro-Hamas, pro-Hezbollah et pro-Houthis attribués à l'émir Tamim ben Hamad Al Thani du Qatar. Doha se voit imposer un embargo et une liste de treize conditions lui est soumise pour un retour à la normale : on y trouve pêle-mêle l'exigence de revoir ses relations avec Téhéran, de rompre avec les Frères musulmans et autres mouvements fréristes, de mettre fin aux activités d'Al-Jazira et, aussi, de fermer la base militaire turque en construction.

Le blocus pourrait rapidement étouffer l'émirat, qui dépend entièrement de l'extérieur pour ses approvisionnements. Doha doit s'organiser pour limiter la pression en s'appuyant sur ses amis au-delà du Golfe (5). La Turquie est en première ligne parmi ceux qui volent à son secours. Inquiet de la brusque montée en tension qui affecte son associé stratégique, Ankara s'occupe du ravitaillement et annonce son intention d'accélérer le déploiement sur sa fameuse base d'une force d'intervention « pouvant monter jusqu'à plusieurs milliers d'hommes ». On s'inquiète alors d'une possible escalade militaire. Ce coup de main, qui est peut-être un coup de bluff, ouvre en tout cas une belle ligne de crédit aux Turcs. Le Qatar saura se montrer généreux à l'été 2018 lorsque la Turquie se voit menacée de sanctions financières par les Américains. Face à un début de panique financière, l'émir du Qatar enrayer la dégringolade de la livre turque en annonçant des investissements à hauteur de 15 milliards de dollars en Turquie.

En réalité, la division du Golfe n'arrange pas Erdoğan qui, en défendant le Qatar, risque de se couper définitivement des Saoudiens et des Émiriens. Les enjeux économiques sont énormes pour Ankara : le portefeuille du Qatar en Turquie est encore loin d'équilibrer ceux combinés de l'Arabie et des Émirats. Erdoğan propose donc une médiation entre les frères ennemis, en marge de celle que l'émir du Koweït a proposée de son propre chef. Mais les autorités saoudiennes refusent de le recevoir, considérant qu'il a choisi son camp.

La Turquie marginalisée sur les champs de bataille extérieurs

Ce sont bien deux camps opposés qui se structurent. Face à l'axe Turquie-Qatar-Iran qui se consolide *nolens volens*, s'affirme de plus en plus ouvertement l'amitié entre le tandem saoudo-émirien et Israël. Ces nouveaux alliés sont soudés par une même aversion envers les visées régionales de Téhéran, et cultivent leur complémentarité économique et technologique. La haute technologie israélienne en matière de sécurité trouve un débouché géopolitique naturel auprès des Saoudiens obsédés par Téhéran (6). Or Israël demeure la bête noire d'Erdoğan. Fin 2017, lorsque Donald Trump annonce le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, le président turc convoque à Istanbul un sommet extraordinaire de l'OCI où son homologue iranien Hassan Rohani déplore que « certains pays de notre région coopèrent avec les États-Unis et le régime sioniste » tandis qu'Erdoğan lui-même fustige Israël, qualifié d'« État terroriste ». L'Arabie saoudite, qui a condamné le transfert du bout des lèvres, est représentée lors du sommet par un simple ministre.

Sur les terrains de compétition extérieurs, la Turquie commence cependant à accumuler les revers. Son soutien aux Palestiniens n'a pas d'effet miraculeux ; sa présence s'est beaucoup affaiblie au Kurdistan irakien, déserté par les hommes d'affaires turcs ; son engagement en Libye ne fait pas la différence face à l'avancée du maréchal Haftar. Au printemps 2019, c'est l'allié soudanais Omar al-Béchir qui est renversé par la contestation populaire tandis que se profile un scénario de reprise en main militaire à l'égyptienne. Enfin, associée par la Russie aux négociations sur l'avenir de la Syrie, Ankara s'est rapprochée de Téhéran. La Turquie a besoin du gaz iranien et espère toujours pouvoir développer des relations économiques fructueuses avec son grand voisin. Mais cet espoir est suspendu aux décisions américaines. Le président Trump a géré les sanctions américaines de façon tactique, pratiquement au jour le jour, délivrant des exemptions provisoires au compte-gouttes. La Turquie en a profité jusqu'en avril 2019, moment où le couperet est tombé : plus d'exceptions.

Le coup de poker de l'affaire Khashoggi

Le mauvais polar de l'affaire Khashoggi, qui survient en octobre 2018, impose un autre tournant dans la relation avec l'Arabie saoudite. Rappelons que Jamal Khashoggi, journaliste saoudien, était issu d'une très vieille famille d'origine turque

installée en Arabie. Son grand-père Mohammed Khashoggi, était le médecin personnel du fondateur du royaume, Ibn Séoud, et le richissime marchand d'armes Adnan Khashoggi était son oncle. Initialement très proche de la famille royale, entré en dissidence contre le prince héritier Mohammed Ben Salmane, dont il désapprouvait l'ascension rapide, il s'était exilé aux États-Unis d'où il dénonçait les ambitions et les erreurs de « MBS ».

Très au fait des dossiers sombres de la monarchie, réputé proche des Frères musulmans, Jamal Khashoggi venait de se fiancer à une jeune femme turque. Il s'est présenté le 2 octobre 2018 au consulat saoudien à Istanbul pour renouveler ses papiers et on ne l'a jamais vu en ressortir. Sa fiancée a donné l'alerte, marquant le début d'un feuilleton médiatique macabre, savamment développé grâce aux fuites des autorités turques : des détails glaçants sont livrés chaque jour et l'on comprend vite que les services turcs disposent d'enregistrements audio et vidéo qui donnent une idée assez précise de ce qui s'est réellement passé. Jamal Khashoggi aurait été éliminé par une équipe de tueurs spécialement dépêchée d'Arabie, qui l'ont démembré et ont fait disparaître les restes de son corps avant d'être rapidement exfiltrés vers l'Arabie. L'hypothèse de ce meurtre perpétré dans l'enceinte du consulat, en plein cœur d'un des quartiers d'affaires d'Istanbul, a finalement été confirmée par les Saoudiens eux-mêmes : ils évoquent un « entretien qui aurait mal tourné ».

Le monde entier a suivi ce feuilleton sordide, dont le président turc commentait personnellement les épisodes. Quels bénéfices Tayyip Erdoğan pensait-il tirer de tout cela ? L'intérêt de l'affaire Khashoggi se décline sans doute à plusieurs niveaux. En premier lieu, la Turquie renverse le rapport des forces en augmentant la pression sur le pouvoir saoudien : Erdoğan dénonce explicitement l'attitude de MBS, qu'il désigne comme le donneur d'ordres, mais affirme dans le même temps qu'il a confiance dans le roi régnant, son père, suggérant ainsi qu'il ne veut pas ébranler le régime. Le président turc a peut-être eu l'espoir de monétiser le scandale, mais il est sans doute allé trop loin pour obtenir un retour de Riyad. Ensuite, la mise en scène de l'indignation permet aux Turcs de se poser en démocrates face à la « barbarie » saoudienne ; Erdoğan s'érige en défenseur des journalistes, lui qui persécute la presse d'opposition dans son pays. Enfin, la dénonciation des agissements saoudiens donne aux Turcs un moyen de faire pression sur les États-Unis puisque Trump soutient MBS. Mais en faisant durer l'affaire, le président turc a plutôt exaspéré Washington.

Surtout, en ciblant la personnalité même du prince héritier saoudien, cette Turquie donneuse de leçons s'est probablement fait un ennemi pour longtemps. Quand Mohammed Ben Salmane prendra-t-il sa revanche ?

(1) Dorothée Schmid, *La Turquie au Moyen-Orient, le retour d'une ambition régionale*, CNRS Éditions, 2011.

(2) Guillaume Perrier, « Un “modèle turc” pour les révolutions arabes ? », *Le Monde*, 15 février 2011.

(3) Youssef Cherif, « La Tunisie, un terrain d'affrontement entre les pays du Golfe », *Orient XXI*, 12 avril 2018.

<https://orientxxi.info/magazine/la-tunisie-un-champ-d-affrontement-entre-les-pays-du-golfe,2387>

(4) Le président al-Sissi est rancunier : en juillet 2016, l'Égypte bloquera en retour une déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU dénonçant la tentative de coup d'État en Turquie...

(5) Emma Soubrier, « Le Qatar dans la crise du Golfe. Une petite musique indépendante », à paraître dans *RAMSES 2020*, automne 2019.

(6) Sur le rapprochement stratégique entre Israël, l'Arabie et les Émirats, voir Elisabeth Marteu, « Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique », *Études de l'Ifri*, janvier 2018.